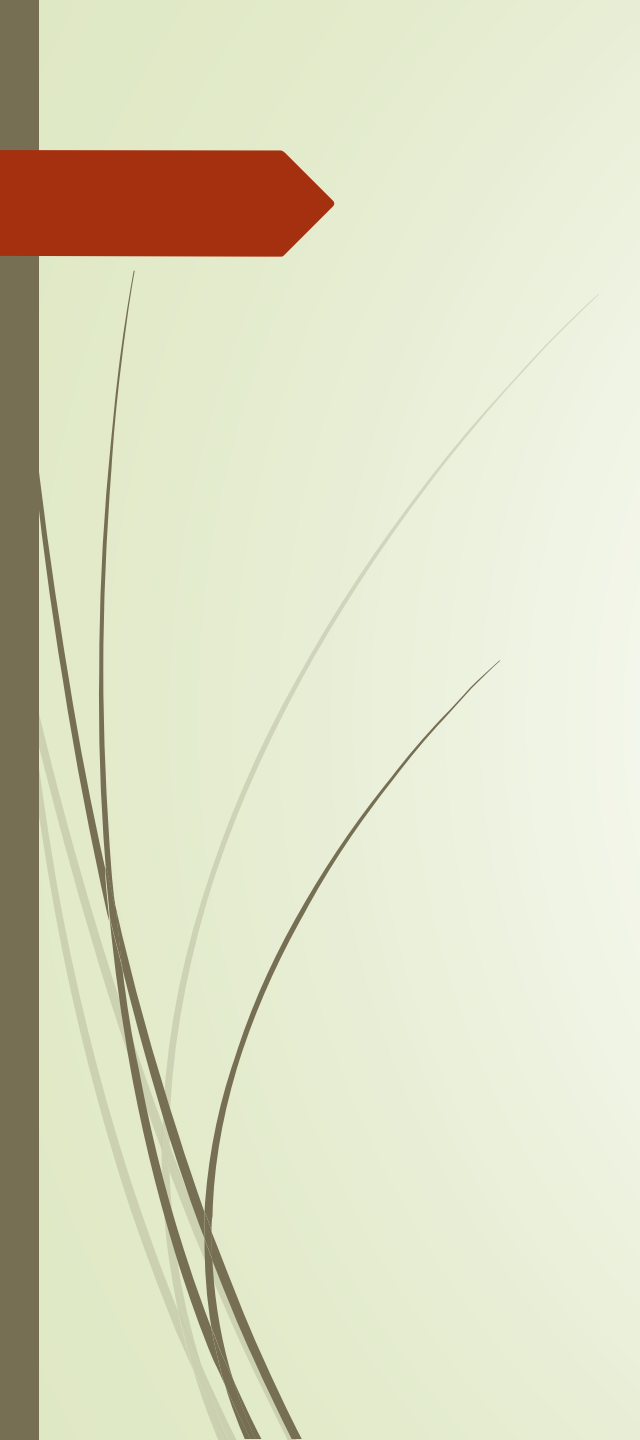


# **COP30 à Belém : L'Afrique face au paradoxe climatique entre marginalisation, responsabilités et opportunités**



**Emmanuel Ndimwiza**



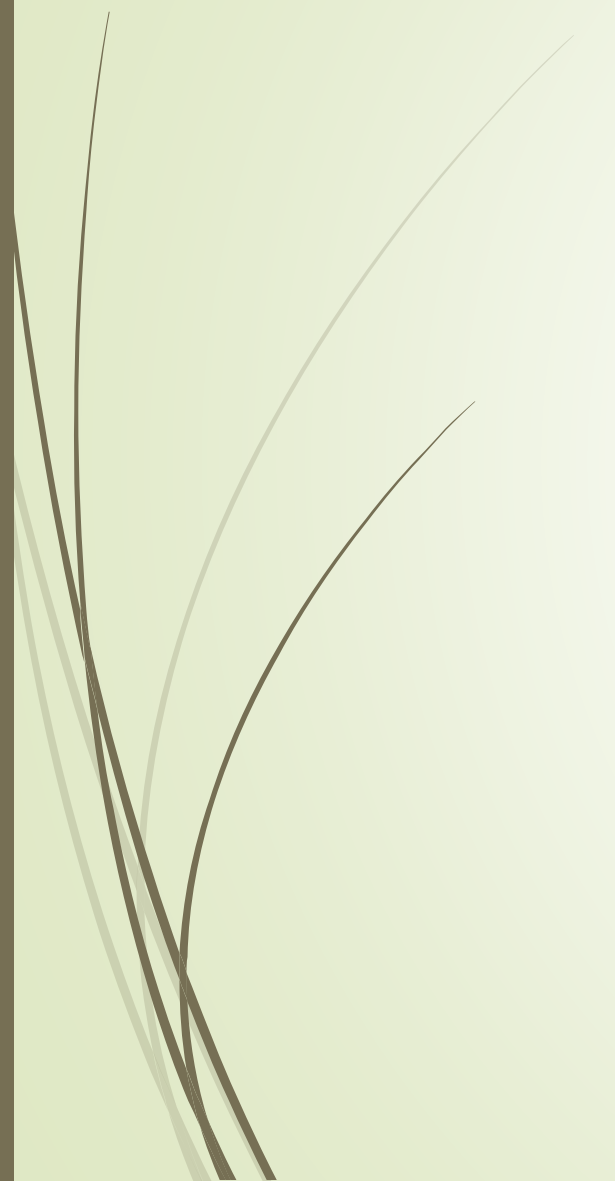
# **Problématique**

Ma problématique ici, c'est de présenter cette Afrique, bien qu'étant l'un des continents les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les impacts du changement et réchauffement climatiques. Dans le cadre de la COP30 à Belém, se pose la question cruciale de sa réelle influence dans les négociations climatiques mondiales, alors même qu'elle détient des ressources naturelles stratégiques pour la transition écologique. D'un côté on veut la protection de l'environnement (par exemple couloir vert Kivu-Kinshasa) et de l'autre côté on veut l'exploitation des fossiles (pétrole, gaz et charbon)

Il se pose encore aujourd'hui en Afrique cette problématique liée au détournement, à l'opacité dans la passation des marchés ou contrats



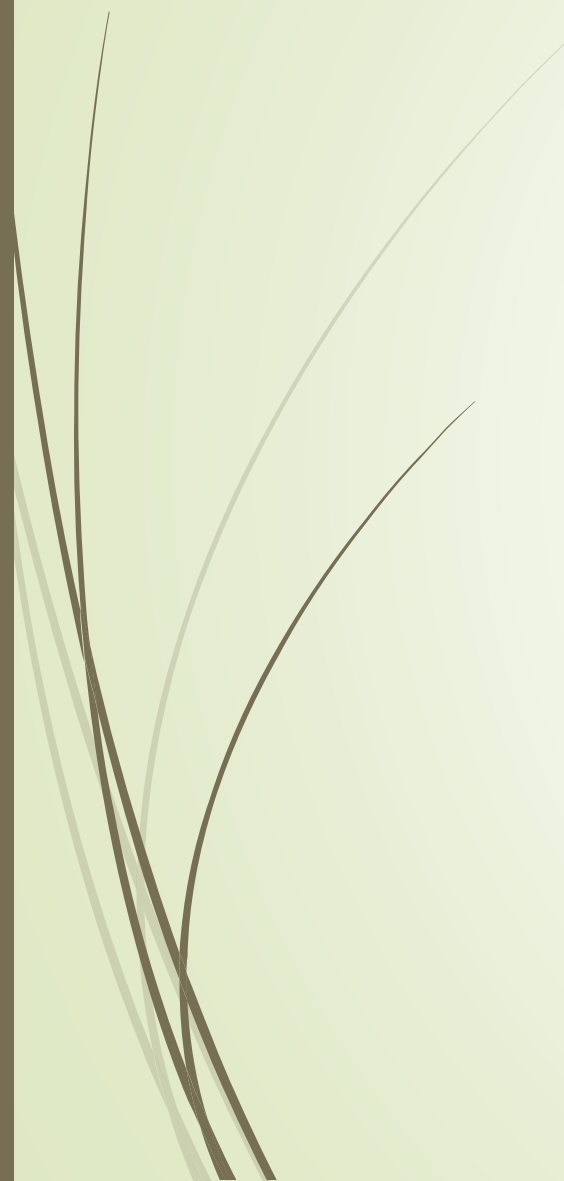
# ***Quelle est la place de l'Afrique dans les négociations climatiques?***



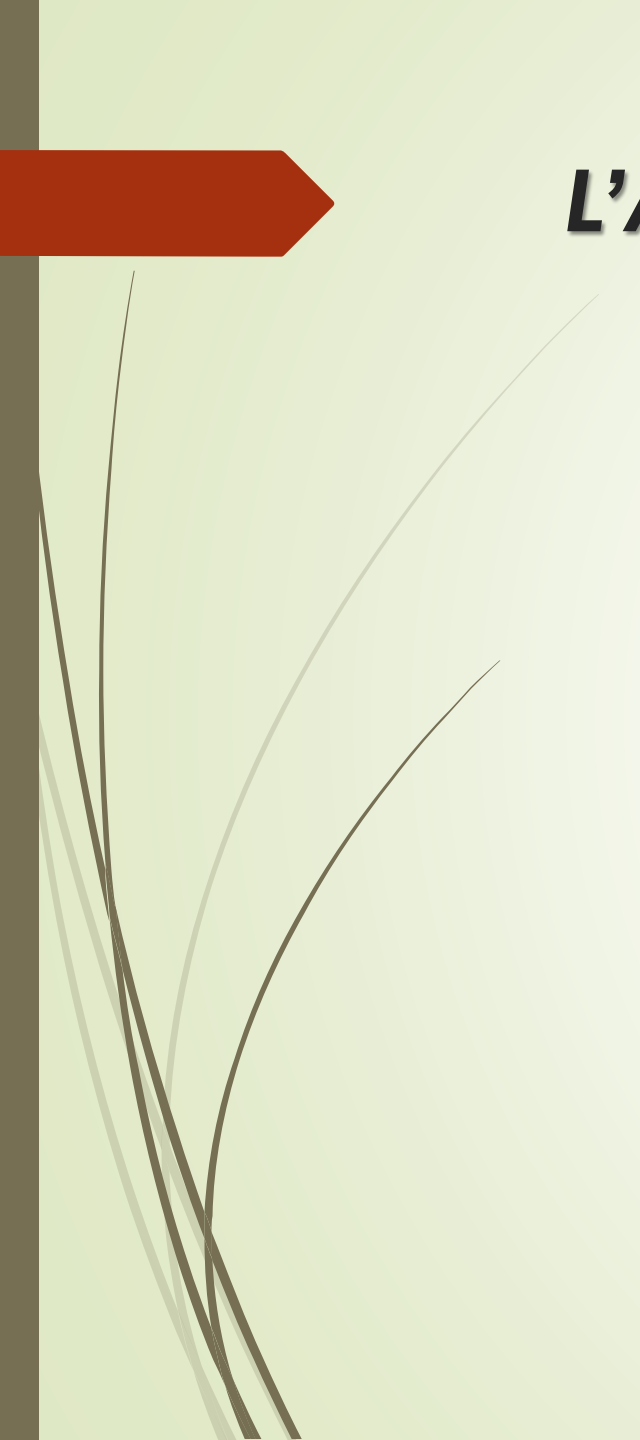
L'Afrique occupe une position souvent marginalisée, avec une voix dispersée et un poids diplomatique limité. Pourtant, elle peut devenir un acteur majeur si elle adopte une position unie, s'elle exige des financements climatiques justes et met en avant ses solutions locales, comme les savoirs autochtones et les modèles de développement sobres en carbone.



# ***L'Afrique doit-elle exploiter ses ressources pour son développement?***



Oui, les pays africains doivent exploiter leurs ressources, mais dans une logique de souveraineté, de durabilité et de justice sociale. Le développement ne doit pas reproduire les modèles extractivistes destructeurs, comme l'exploitation minière à grande échelle non durable (**extraction de minerais sans respect des normes environnementales, la pollution des sols, des eaux au Kasai par exemple, la fois passée au Lualaba, la destruction des écosystèmes et déplacements forcés des populations**), une industrie pétrolière et gazière non régulée (**cas du delta du Niger: fuites de pétrole, torchage de gaz, la pollution massive, peu ou pas de retombées économiques pour les populations locales exemple de l'exploitation du pétrole à Moanda en RDC**), la déforestation massive pour l'agro-industrie, l'exploitation des ressources halieutiques sans contrôle, mais répondre aux besoins des populations tout en respectant les limites écologiques. C'est là que réside le vrai défi : comment concilier développement et protection de la planète.



# ***L'Afrique doit-elle exploiter ses ressources pour le développement?***

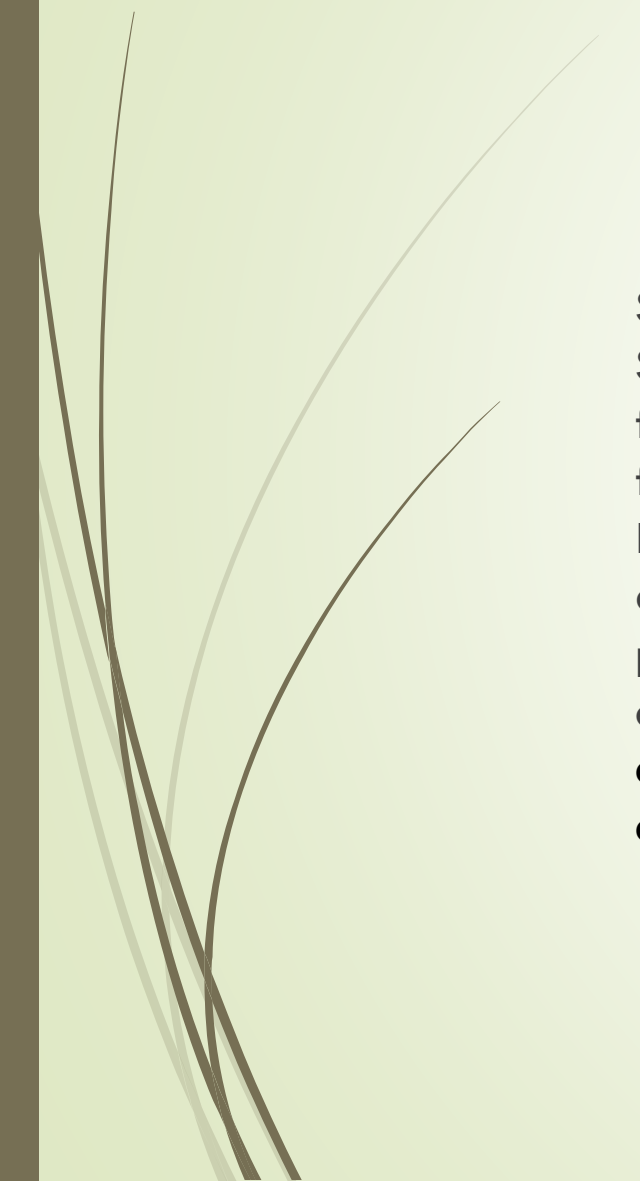
Ces modèles sont destructeurs, car ils laissent derrière eux des territoires dégradés, des communautés appauvries et peu de bénéfices pour les pays concernés. Ces modèles extractivistes destructeurs qui désignent des formes d'exploitation intensive des ressources naturelles (minerais, pétrole, forêts, terres, etc.) priorisent le profit à long terme, souvent au détriment de l'environnement, des droits humains et du développement local.

Alors que le monde se réunit à Belém pour la COP30, l'Afrique arrive avec un paradoxe criant : elle subit les pires conséquences du changement climatique alors qu'elle n'est responsable que de moins de **4 % des émissions globales de gaz à effet de serre. Des sécheresses prolongées, des inondations, des pertes des terres agricoles, l'insécurité alimentaire... les impacts sont multiples et aggravent la vulnérabilité des populations (migrants climatiques) déjà précaires.** Face à cette réalité, la question de la place de l'Afrique dans les négociations climatiques mondiales devient urgente et fondamentale. D'où l'Afrique est appelée au principe d'adaptation alors que les grands pollueurs doivent atténuer, **pollueurs-payeurs**

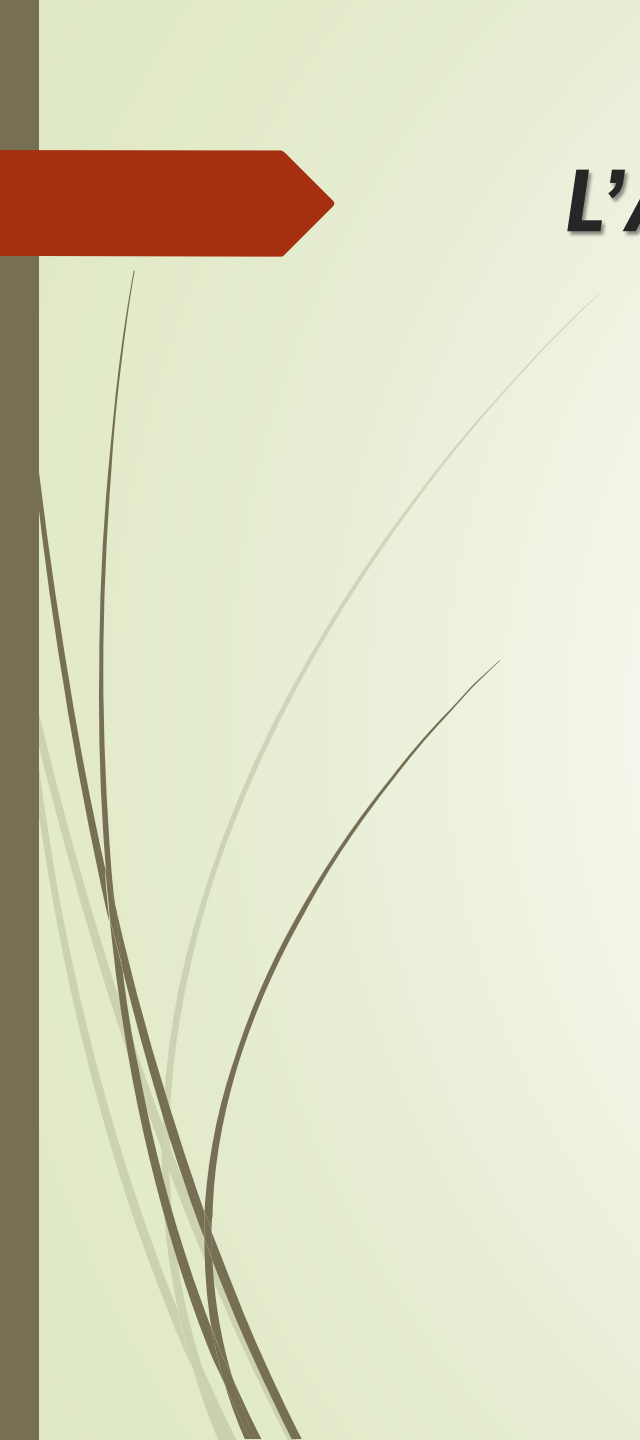




# ***L'Afrique doit-elle exploiter ses ressources pour le développement?***



Sur la scène internationale, l'Afrique peine encore à faire entendre sa voix. Son influence dans les négociations reste limitée par une diplomatie fragmentée, un manque de moyens techniques et une dépendance aux financements externes (s'adapter, pendant que les autres vont atténuer). Pourtant, le continent détient un potentiel immense pour peser dans les discussions : il abrite des forêts primaires, des ressources minérales critiques pour la transition énergétique, ainsi que des communautés riches en savoirs écologiques traditionnels. **Il faut une voix africaine unie, portée par des coalitions régionales fortes et une diplomatie climatique stratégique, c'est ce qui pourrait changer la donne.**



# **L'Afrique doit-elle exploiter ses ressources pour le développement?**

L'Afrique ne doit pas aller aux COP pour subir des décisions des grandes puissances ou quémander, mais pour proposer et revendiquer. Elle doit exiger des financements climatiques adaptés, accessibles et suffisants pour l'adaptation, la transition énergétique et la résilience communautaire. Ces financements doivent également reconnaître la dette climatique historique des pays industrialisés et permettre aux pays africains de définir leurs propres trajectoires de développement écologique, ancrées dans leurs réalités locales. ***Et non rester dans ces logiques ou schémas de Walt Whitman Rostow de 1960, un modèle trop linéaire et occidental-centré, ignore les réalités internes et les spécialités culturelles et historiques, mais aussi qui ne prend pas en compte l'impact des relations internationales (colonialisme, dépendance, etc.)***



# **L'Afrique doit-elle exploiter ses ressources pour le développement?**

Vous allez comprendre avec moi que quant à l'exploitation des ressources naturelles, la réponse ne peut être ni un "oui" aveugle ni un "non" radical. Les pays africains doivent pouvoir utiliser leurs richesses naturelles pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs populations — éducation, santé, énergie, emplois — mais dans une approche durable. Cela signifie rompre avec les logiques extractivistes héritées de la colonisation qui reposent d'ailleurs sur un système économique conçu pour extraire des ressources et les exporter vers les métropoles coloniales, sans soucis du développement local. *Ces logiques perdurent encore aujourd'hui sous plusieurs formes, notamment*

- 1. Orientation de l'économie vers l'exportation de matières premières (les colonies étaient de réservoirs de ressources: or, coton, café, pétrole, bois, etc.) pour les puissances coloniales et après l'indépendance, cette structure n'a pas été fondamentalement changée, car l'Afrique reste dépendante de l'exportation de matières premières brutes**
- 2. Monoculture et spécialisation forcée: certains territoires ont été spécialisés dans un seul produit (exemple de cacao en Côte d'Ivoire, arachide au Sénégal), ce qui a fragilisé les économies locales, limitant ainsi la diversification économique et la souveraineté alimentaire**





3. Infrastructure pensée pour l'extraction, pas pour l'intégration locale : les chemins de fer, les ports, les routes étaient construits pour relier les zones d'extraction aux ports, non pour les régions entre elles;

4. Concentration de pouvoir économique et des profits: les richesses extraites profitaient aux colonisateurs, pas aux populations locales, ce modèle persiste aujourd'hui avec les multinationales étrangères et des élites locales qui captent les bénéfices;

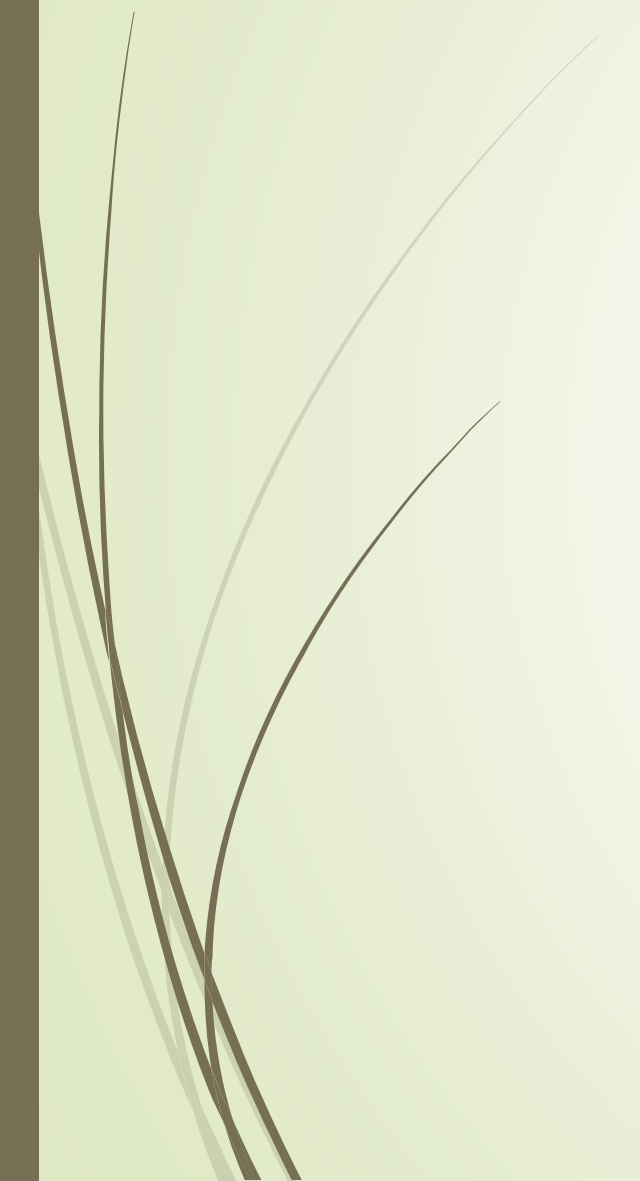
5. Marginalisation des savoirs locaux, destruction des systèmes communautaires et gestion des ressources: les systèmes traditionnels de gestion durable ont été ignorés ou détruits au profit de modèles intensifs;

**Conséquences:** l'Afrique reste intégrée dans l'économie mondiale comme fournisseur de ressources, souvent au prix de l'environnement et sans bénéficier d'une réelle transformation structurelle.

D'où, il faut opter pour des modèles de transformation locale, de justice sociale, de participation citoyenne et de respect des écosystèmes.



# Conclusion



En somme, la COP30 représente un moment clé pour redéfinir le rôle de l'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale. Le défi n'est pas seulement environnemental : il est aussi politique, économique et civilisationnel. L'Afrique a l'opportunité de montrer qu'un autre modèle est possible — un modèle fondé sur l'équité, la résilience et la souveraineté des peuples.